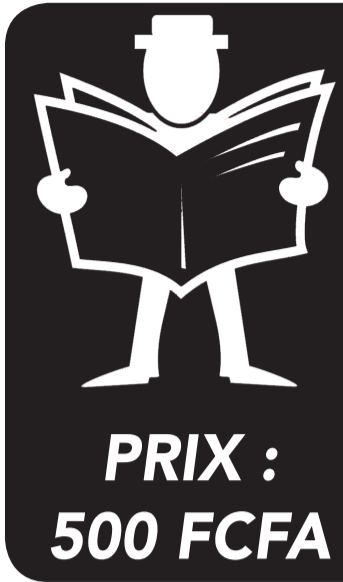
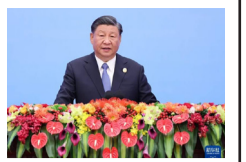




Partenariat gagnant-gagant :

# Le Niger dit grand merci à la Chine Populaire



**PRIX :  
500 FCFA**

# L'ACTUALITE

HEBDOMADAIRE NIGÉRIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES DE RÉFLEXIONS ET D'OPINIONS

15<sup>ème</sup> ANNÉE N° 728 DU 30 OCTOBRE AU 04 NOVEMBRE 2023

*Menaces d'agression armée contre le pays*

## Les exilés roses dans une dynamique de création de milices armées !



**D**u fait du temps mis par le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), la junte militaire ayant renversé le président Bazoum Mohamed le 26 juillet dernier, pour leur empêcher toute possibilité de sortie du pays, de nombreux acteurs essentiels du système Tarayya ont pu prendre la fuite sans aucun risque.

*Lutte contre les crimes économiques :*

## Pourquoi COLDEFF tarde à se matérialiser ?



*Les OSC dans la lutte pour la libération du pays :*

## Une guerre de tranchées qui n'augure rien de bon ?

*Lancement de la campagne de sensibilisation et dépistage des cancers du sein octobre rose :*

## Ensemble, on pourra faire la différence pour sauver des vies !



Lutte contre les crimes économiques :

# Pourquoi COLDEFF tarde à se matérialiser ?

**D**es structures de la société civile engagées dans le combat pour la sauvegarde de la patrie et l'affirmation pleine et entière de la souveraineté de notre pays prennent des initiatives visant l'arrestation et l'emprisonnement de certains dignitaires du régime déchu, en raison des crimes économiques doublées d'actes attentatoires à la cohésion nationale qu'ils ont posés durant leur règne de 13 ans. Mais surtout du soutien qu'ils ont apporté à la décision de la CEDEAO d'imposer à notre pays des sanctions illégales et criminelles et au gel systématiques des appuis budgétaires par la France et l'Union Européenne, en guise de représailles contre le putsch militaire qui renversé le président Bazoum Mohamed dont le degré de vassalité au président français Macron a été dévoilé par le ministre d'Etat chargé de l'Intérieur lors du récemment Forum sur la paix et la sécurité de Lomé.

"Son premier réflexe a consisté à appeler le président Macron au secours avant de toucher le président nigérian, Bola Tinubu pour lui demander de suspendre la fourniture d'énergie électrique à notre pays", a révélé le Général Mohamed Toumba.

Si lui, Bazoum, est entre les mains du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), la junte militaire, détenu avec sa famille au Palais présidentiel depuis le coup d'Etat du 26 juillet 2023, il reste que son mentor et camarade politique, l'ancien président de la République, n'est toujours pas inquiété.

Alors même que c'est lui qui est indexé par l'écrasante majorité des Nigériens comme étant le principal responsable de tous les problèmes que connaît notre pays, pour avoir instauré pendant dix ans une gouvernance de de prédation sans commune mesure de ressources nationales, l'injustice sociale et l'exclusion sous le label de la Renaissance Actes I et II, avant de passer le relais à Bazoum pour poursuivre la même gestion désastreuse de l'Etat sous la Renaissance Acte III.

Les Nigériens ne comprennent pas, alors là pas du tout, pour-



quoi Issoufou Mahamadou bénéficie de cet état de grâce prolongé de la part du CNSP alors même que c'est lui le principal responsable de la patrimonialisation de l'Etat par le PNDS Tarayya ? Face à l'exigence citoyenne pressante de voir l'ancien président de la République connaître rapidement le même sort que Bazoum qu'il a imposé aux Nigériens comme président, des voix s'élèvent ici et là pour demander aux Nigériens de patienter. Que la justice se chargera de son cas au moment opportun, comme du cas de tous les autres dignitaires roses et assimilés qui ont contribué à ruiner en toute

impunité notre pays ces 13 dernières années.

Mais l'attente perdure indéfiniment, donnant ainsi le temps auxdits dignitaires non inquiétés de dissimuler leurs fortunes. La Commission de lutte contre la déliquescence financière et fiscale (COLDEFF) dont la création a été annoncée en grande pompe par le CNSP depuis plus d'un mois aujourd'hui tarde à se matérialiser pour engager le colossal travail de moralisation de la vie publique qu'on attend d'elle. A telle enseigne que des Nigériens se demandent aujourd'hui si les autorités de la transition (le CNSP et le gouvernement) ont réellement la

volonté d'engager ce vaste chantier, qui a d'ailleurs suscité leur adhésion spontanée et massive au coup d'Etat du 26 juillet 2023.

Si réellement cette volonté de lutter contre la déliquescence financière et fiscale n'est pas juste un effet d'annonce, pourquoi alors ne pas dépoussiérer déjà les innombrables rapports d'investigation sur des crimes économiques et autres formes de malversation dans la gestion des affaires publiques ficelés suite à des Inspections d'Etat et par la défunte Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (Halcia) et les transmettre à la justice pour un traitement diligent ? Rien que sur cette base et sur la base des différents rapports de la Cour des Comptes, de nombreux dignitaires du régime déchu seraient déjà aujourd'hui derrière les barreaux. La pusillanimité avec laquelle le CNSP appréhende cette exigence fondamentale du peuple nigérian consistant à réparer le tort incommensurable fait à l'Etat par le régime balayé est assurément inquiétante.

*Dan Mallam*



Menaces d'agression armée contre le pays

# Les exilés roses dans une dynamique de création de milices armées !

**D**u fait du temps mis par le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), la junte militaire ayant renversé le président Bazoum Mohamed le 26 juillet dernier, pour leur empêcher toute possibilité de sortie du pays, de nombreux acteurs essentiels du système Tarayya ont pu prendre la fuite sans aucun risque.



Nous ne parlons pas des dignitaires du régime qui étaient en mission à l'étranger au moment du coup d'Etat, mais de ceux qui étaient sur place, à l'instar de l'exécrable ancien ministre des Affaires étrangères, Massoudou Hassoumi ; du tout aussi exécrable ancien ministre du Commerce, Alkache Alhada ; du ministre conseiller à la présidence de la République, Rhissa Boula ; bref de tous ces boutefeux de la présidence de la République qui ont ardemment souhaité l'agression militaire de notre pays par la CEDEAO et la France contre notre pays pour libérer et rétablir Bazoum dans le fauteuil présidentiel.

Ils sont nombreux, les Tarayyistes, à réussir à s'enfuir pour l'étranger à partir d'où ils continuent de manœuvrer pour voir le déluge s'abattre sur notre pays, sachant qu'ils ne pourront pas y revenir de sitôt au regard de la gravité de leurs actes anti-patriotiques.

Ils refusent actuellement encore d'admettre que la page du régime du PNDS Tarayya, renaissance acte III, est déchirée par l'écrasante majorité du

peuple et qu'il n'est plus possible de le coller. La seule option donc, c'est de continuer à chercher à monter des plans de déstabilisation du pays qui leur a tout donné parce que tout simplement le pouvoir leur a été arraché par l'armée à cause de leur gestion désastreuse de l'Etat durant ces 13 dernières années.

L'on a entendu, par exemple, Rhissa Boula, cet ancien rebelle qui a commencé à jouir des avantages et privilèges de l'Etat depuis sous la 4e République du regretté Général Baré Maïnassara Ibrahim, sans aucune compétence professionnelle avérée, annoncer la création d'un mouvement armé insurrectionnel pour s'en prendre à notre pays ; nul besoin d'évoquer le scénario d'attaque armée inéluctable de la CEDEAO ressassée comme un perroquet sur des médias occidentaux par le boutefeux Massoudou qui se permet même de donner des détails sur les préparatifs de l'intervention "chirurgicale".

Peine perdue ! L'armée nigérienne n'est pas une force mi-

litaire marionnette qu'on peut affronter et défaire facilement. Devant la compréhension de cette réalité qui est suicidaire pour les troupes de la CEDEAO, les 4 chefs d'Etats belliqueux de l'organisation communautaire n'ont pas osé franchir le pas. Il y a quelques jours, l'on a appris la démobilisation de leurs troupes par certains.

Mais les menaces d'agression armée planifiées contre notre pays ne sont pas totalement écartées lorsqu'on apprend les initiatives entreprises par la France dont les soldats sont chassés de chez nous en direction du Tchad, consistant à mettre à contribution les factions rivales de Boko Haram du Nigéria pour la reprise de leurs activités criminelles dans la région de Diffa. La tentative n'aurait pas prospéré, indique-t-on.

Pour autant, la vigilance doit continuer d'être de mise lorsqu'on apprend que les centaines d'inconditionnels de la secte rose qui se sont exilés à l'étranger ne dorment pas. Ils nourrissent toujours de manœuvres de déstabilisation,

à travers la création de milices armées capables de venir perpétrer des actes de terrorisme de grande ampleur dans le pays. Il y en a qui ont pu sortir clandestinement avec beaucoup d'argent dans le pays et d'autres à qui l'on envoie des fonds à partir du Niger dans le cadre de la concrétisation de ce funeste projet, qui n'a aucune chance de prospérer. C'est certain !

**Tawèye**



HEBDOMADAIRE NIGÉRIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES DE RÉFLEXIONS ET D'OPINIONS  
Hebdomadaire d'informations générales, de réflexions et d'opinions  
Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (SARL) au Capital de Quatre Millions Six Cent Mille (4.600.000) francs CFA  
Siège quartier Terminus B.P: 383 Tél : 96 96 97 16  
Niamey- République du Niger

RCCM -NI-NIA-2014-B-1594-DU 02 JUIN 2014 - NIF 11 715/S  
E-mail: actualite98@yahoo.fr  
Site web: www.lactualiteniger.com

**Promoteur Directeur Général**

**Elhadj Omar CISSE**

Tél: (+227) 20 73 30 91

Cel: 91 17 77 77 - 96 86 33 33

E-mail: actualite98@yahoo.fr

**Directeur de Publication Service Commercial**

M. Zabeirou Souley

Cel: 97 50 81 50

**Rédaction:**

Modibo Aliou Omar

Dan Mallam

M. Ibrahim Maiga . A

Mlle Hanatou Daouda

**& Publicité:**

Hassane Djibo

Cél: 96 89 94 84

**Infographie**

DANSOU K. Amen

**Tirage :**

8 pages 1000 exemplaires sur les presses de LA GIN BP: 383 NY



Les OSC dans la lutte pour la libération du pays :

# Une guerre de tranchées qui n'augure rien de bon ?

L'adhésion des populations nigériennes au changement de régime intervenu le 26 juillet a été immédiate, spontanée et sans condition. Aucune organisation, aucun leader d'opinion n'a pris les devants. Les leaders des organisations de la société civile n'ont eu que l'opportunité de s'y engouffrer. Au premier de ce soutien au CNSP, on retrouve les organisations qui avaient une longue tradition de lutte contre le régime du PNDS qui s'est révélé être un prédateur des libertés, des deniers publics. Et ce sont ces organisations de la société civile qui ont, durant les premiers mois, pleins d'incertitudes, soutenu le CNSP sans rien demander. Pendant toute cette période les organisations de la société civiles soutiens du régime déchu se sont tenus à carreaux.

Comme d'ailleurs leurs mentors. Devant les incertitudes et l'extrême prudence, pas synonyme de faiblesse, des responsables du CNSP, ces organisations roses et leurs mentors sortent peu à peu du bois. L'habitude étant une seconde nature, elles reprennent les anciennes habitudes : diviser les Nigériens. Comment comprendre la virulence des propos entre Nouhou Arzika et Mahamadou Gamatié ? Comment aussi comprendre ce débat porté, contre certaines organisations de la société civile, par des militants du MPCR du même Nouhou Arzika qui, pour son âge et sa longue lutte pour l'émancipation des Nigériens, aurait pu être celui qui doit unir. On sait que les relations entre les leaders des différentes organisations de la société civile ont toujours été difficiles. Pour une fois, au vu du contexte, ils doivent se faire violence pour l'intérêt du pays. Malheureusement, tout porte à croire devant la non prise de mesures fortes contre l'ancien régime a donné des assurances à certaines personnes. S'il est vrai que des mesures fortes et précitées pourraient être contre productives et permettre que de gros poissons puissent passer dans les mailles du filet, il est tout aussi vrai que plus l'assainissement tarde, plus des responsables des forfaitures croiront en leur



belle étoile. La naissance de l'organisation de la société civile Dynamique citoyenne pour la réussite de la transition n'y échappe pas. Comme la presse l'a si bien relevé, la presque totalité des membres de cette organisations sont tous des anciens conseillers dans les différentes institutions de la République au cours du régime de la renaissance. Un de nos confrères s'est même demandé s'il s'agissait d'un repositionnement ou d'une tentative de récupération de la dynamique de changement véritable imprimé dans le pays.

La dynamique semble faire tâche d'huile. La semaine dernière, le Mojedec et plusieurs organisations de la société civile ont initié des rencontres en vue d'un plaidoyer pour permettre

la résolution de la crise née du coup d'Etat. D'anciens présidents de l'Assemblée nationale et d'anciens Premiers ministres ont reçu la visite de ces organisations. C'est une initiative louable, si elle est désintéressée. Si l'on sait que certains de ces responsables sont, à divers degrés, responsables de la situation qui a conduit au coup d'Etat, cela ressemble plutôt à du colmatage. N'est-ce pas une façon de forcer la main aux nouvelles autorités pour qu'elles considèrent ces responsables de l'ancien régime comme incontournables. Au risque de biaiser la réédition des comptes de leur gestion, alpha et l'oméga de la situation actuelle. Ces organisations auraient simplement attendre que la gestion passée soit inspectée ; que les

responsabilités soient situées ; que le pays soit mis dans ses droits. Quitte à, par la suite, dans le souci de la réconciliation nationale, passer l'éponge. Mais donner l'impression que rien ne s'est passé conduira certain le CNSP à un ratage. Il s'agira qu'à partir de ce coup d'Etat que rien ne soit comme avant. Sinon ce sera un éternel recommencement. Et puis, il faut avoir du respect à ceux qui ont la destinée de ce pays. Ils ont la claire conscience et connaissance de ceux qui peuvent faire quelque chose pour ce pays. Et ils ont les moyens de les amener à participer à la résolution de la crise. Que chacun fasse son travail.

**Modibo**

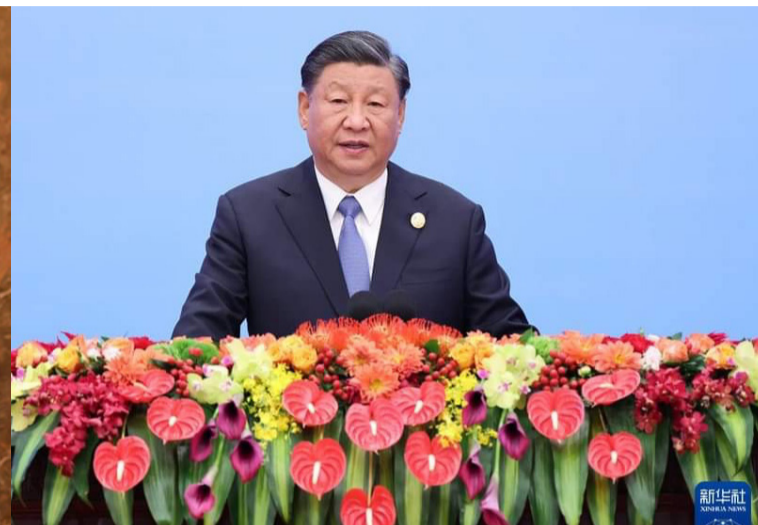


Partenariat gagnant-gagant :

# Le Niger dit grand merci à la Chine Populaire

Le Premier Ministre de la Transition du Niger, Mahamane Lamine Zeine a effectué un déplacement en République Populaire de Chine, au nom du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP). Cette visite entre dans le cadre de la coopération entre le Niger et la Chine. Pour rappel, en septembre dernier, le gouvernement de la République Populaire de Chine se porte volontaire pour bien jouer un rôle de bons offices, de médiateur sur le respect total des pays régionaux pour trouver une solution politique à cette crise qui secoue le Niger depuis le coup d'Etat du 26 juillet 2023.

Le Niger n'oubliera jamais les biens faits de sa coopération avec la Chine. L'embargo que subit le Niger de plein fouet serait pire si le PATRIOTE SEM MAMADOU TANDJA n'avait pas eu la lumineuse idée de demander l'aide de la Chine pour faire jaillir le pétrole des roches d'Agadem et de le faire raffiner sur place à Zinder ! cet acte hautement patriotique mérite d'être salué à sa juste valeur ; car les nigériens de tous bords réalisent que sans l'avènement de la SORAZ, l'embargo injuste, inique et inhumain, imposé par la CEDEAO aurait pu avoir des conséquences tragiques car tout le pays serait à l'arrêt par manque de carburants. Aujourd'hui les nigériens peuvent être fiers de leur pétrole grâce auquel les centrales de la Nigelec tournent à plein régime, toutes choses qui prouvent que le VIEUX TANDJA avait commencé déjà à tracer les chemins



de notre indépendance n'eut été le complot de certains nigériens qui a brisé son élan.

Mieux encore grâce à la SORAZ les nigériens peuvent jouir des bienfaits du gaz domestique. De tous ces avantages, le meilleur est le fait que dans la lutte contre le terrorisme ; les forces de défense et de sécurité ont l'autonomie de carburant pour combattre l'ennemi partout où il se trouve.

Preuve que la coopération entre la CHINE et le Niger est honnête et

sincère, elle a tout récemment doté les FDS en matériels neufs, quel citoyen nigérien n'a pas apprécié le pragmatisme de la coopération chinoise sur dans le domaine de la sécurité qui a permis aux FDS de dissuader les délinquants !

La diplomatie Chinoise est l'une des plus active en témoigne la récente visite du Représentant Spécial de la Chine en Afrique de l'ouest pour apporter le soutien de son pays au Niger en ce moment difficile. Comme disait un adage

« c'est pendant les moments difficiles que l'on reconnaît ses vrais amis. »

De par sa position de deuxième puissance du Monde, la CHINE POPULAIRE est devenue un modèle de réussite qui doit inspirer le CNSP qui entend poser les jalons de la vraie indépendance du Niger. Pour lutter contre le terrorisme, les FDS doivent s'inspirer de la DOCTRINE MILITAIRE CHINOISE qui ne laisse aucun répit à l'ennemi !

**Zabeirou Souley**

Le secteur privé secoué par les sanctions de la CEDEAO et l'UEMOA

## Pistes pour surmonter les défis de l'heure

Après les événements du 26 juillet et suite au sommet de la CEDEAO tenu le 30 juillet dernier, un certain nombre de sanctions ont été imposées à l'encontre du Niger, notamment des sanctions économiques et financières. Ces sanctions de la CEDEAO ont été endossées par l'UEMOA. Ce qui a davantage compliqué la situation du fait de l'instabilité des flux bancaires dans le pays. Cette batterie de sanctions inédite n'est pas sans répercussions sur les activités économiques du secteur privé. En effet, les entreprises privées se trouvent confronter à une baisse des revenus, des problèmes de trésorerie, des licenciements et d'autres défis majeurs menaçant leur stabilité et leur croissance surtout avec la difficulté de faire entrer des produits via certains pays frontaliers, membres de l'organisation communautaire. Face donc à tous ces obstacles auxquels est confronté le secteur privé, il est nécessaire d'identifier des pistes de solutions permettant son bon fonctionnement et développement.

Les entreprises privées confrontées à une série de défis économiques doivent s'imposer une gestion judicieuse pour assurer leur survie et leur prospérité au vu de la baisse des revenus liés à la diminution de la demande des consommateurs. « Nous traversons une situation bouleversante, terrible, mais il va falloir que nous soyons encore plus résilients. Pour ce faire, il faut qu'on voit ensemble entre employeurs et employés comment faire pour que tout le monde puisse avoir au moins de quoi subvenir à ses besoins primaires en attendant une sortie de la crise. Il faut éviter que ces jeunes basculent dans le chômage car

si on ne trouve pas de solutions réelles et immédiates d'ici deux ou trois mois, on va avoir des sérieux problèmes et avec le chômage, certains jeunes peuvent se lancer dans certains actes non souhaités tel que le vol » a expliqué Issoufou Adamou Idrissa, vice-président de l'Association Nigérienne des Jeunes Entrepreneurs.

Pour ainsi trouver les ressorts nécessaires au développement de notre économie et sortir le Niger du tumulte, la chambre de commerce et d'industrie du Niger a mis en place un comité ad hoc de réflexion en vue de l'amélioration de la situation du secteur privé au Ni-

ger. Une réflexion plus poussée qui permettra au comité ad hoc d'identifier des solutions idoines pour supprimer de prime abord les entraves à court terme ensuite, à moyen et long terme.

« L'Etat peut par exemple mettre des bons de trésor que les entreprises peuvent acheter qui vont peut-être monnayer à la suite pour permettre aux entreprises privées de payer leurs impôts, donc ça sera une sorte de prêt à l'avance. A l'endroit du secteur public, l'Etat peut aussi créer des bons pour faire le salaire, des bons que la personne peut utiliser partout soit pour aller au marché, acheter des produits phar-

maceutiques, faire des soins hospitaliers etc. » a indiqué le vice-président de l'Association Nigérienne des Jeunes Entrepreneurs.

Le Niger étant un pays consommateur avec une population en grande majorité jeune (environ 60 %) doit se battre pour une économie d'autosuffisance en mettant en valeur ses ressources naturelles. Ce qui permettra de donner au secteur privé étant l'un des principaux moteurs de la croissance économique et de la création d'emplois ses lettres de noblesses.

**Hannatou Daouda**



Lancement de la campagne de sensibilisation et dépistage des cancers du sein octobre rose :

# Ensemble, on pourra faire la différence pour sauver des vies !

**L**e samedi 28 octobre 2023, Dr Hadiza Jackou, marraine de la campagne de sensibilisation et dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus octobre rose, a présidé la cérémonie de lancement des activités au Centre de Santé Intégré (CSI) DAR ES SALAM de Niamey, en partenariat avec Rotary et du Rotaract Club Niamey Croix du Sud.

Dans son allocution, la Marraine de la lutte contre les cancers, Dr Hadiza Jackou s'est réjoui de cette initiative de sensibilisation et de dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus, appuyée par le Rotary Club depuis trois ans. Elle a exprimé sa reconnaissance pour cet engagement sans faille envers cette cause vitale, ainsi qu'à tous les professionnels de la santé et les bénévoles, unis pour cette campagne une réalité.

Elle a félicité le CSI Dar es Salam pour ces trois années de dévouement dans la sensibilisation et le dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus.

La lutte contre le cancer est un combat de tous, car il touche la vie de nombreuses personnes. Le cancer du sein et du col de l'utérus sont parmi les cancers les plus répandus et les plus meurtriers, et il est de notre devoir de se mobiliser pour apporter une différence significative dans cette bataille pour la santé des femmes de notre communauté.

Le dépistage précoce est la clé de la survie dans de nombreux cas de cancer. Il peut sauver des vies, préserver des familles, et maintenir la stabilité de notre communauté. C'est pourquoi cette campagne revêt une importance inestimable.



Elle offre à toutes les femmes la possibilité de se faire dépister gratuitement, de prendre soin de leur santé et de prévenir le cancer ou de le détecter à un stade précoce, lorsque les chances de guérison sont les plus élevées.

La prévention est également un pilier essentiel de cette lutte. On doit rappeler aux mères, sœurs, amies et à son entourage que la prévention est tout aussi cruciale que le dépistage. Adopter un mode de vie sain, promouvoir une alimentation équilibrée, encourager l'exercice physique, et éviter les facteurs de risque tels que le tabac ou la chicha sont autant de mesures qui ré-

duisent les risques de cancer.

Ensemble, on pourra faire la différence en sensibilisant la population à ces pratiques essentielles. En tant que marraine de cette campagne, Dr Hadiza Jackou s'est engagée pleinement à soutenir cette noble cause. Elle encourage chacun à s'engager dans cette lutte contre le cancer. Partagez les messages de sensibilisation, encouragez les femmes à se faire dépister, et offrez une aide à ceux qui en ont besoin.

Elle a lancé un appel à toutes les bonnes volontés de se joindre à cette sensibilisation et à étendre le dépistage à l'ensemble de notre

population. La prévention réduit non seulement les coûts de soins de santé, mais aussi le drame humain causé par la perte due au cancer.

« Ensemble, nous pouvons changer des vies, prévenir la souffrance, et apporter de l'espoir à notre communauté. » a-t-elle affirmé tout en souhaitant que cette campagne de sensibilisation et de dépistage à l'image des 2 précédentes soit une occasion supplémentaire de mobiliser les femmes autour de la cause.

Z S

## Centre National de Transfusion Sanguine

== **URGENT !!!** ==

CECI EST UN APPEL D'URGENCE DU CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)



**A Niamey, il faudrait 200 donneurs de sang par jour pour satisfaire les besoins. Agissons avant qu'il ne soit trop tard, en donnant notre sang régulièrement pour sauver des vies !**



TICE :

# La Russie révoque sa ratification

**A**près la suspension le 23 février 2023 par la Fédération de Russie de sa participation au traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs Start-II/SNV-III - qui n'est que la suite logique et prévisible découlant du nouveau caractère des relations russo-occidentales instaurées depuis le début de l'année 2022 face à la menace déclarée et partiellement mise en œuvre par l'Occident collectif américano-centrique - la Russie a procédé à la suppression légale des restrictions au développement de son armement stratégique. C'est un nouveau pas significatif qui a été entrepris par Moscou dans le renforcement de sa sécurité nationale.

À la suite du vote à la majorité absolue de la Douma d'État (chambre basse de l'Assemblée fédérale/parlement de la Fédération de Russie) en faveur de la révocation de la ratification russe du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), le 18 octobre dernier, et à la suite du vote à l'unanimité par le Conseil de la Fédération (chambre haute) dans le même sens, le 25 octobre, - nul doute dans la signature de la loi par le président Vladimir Poutine qui suivra et fera entrer en vigueur ladite révocation de la ratification.

Précédemment, le président de la Douma Viatcheslav Volodine a déclaré que le projet de loi avait été signé par 438 sur les 450 députés, en soulignant que la consolidation d'une telle ampleur est assez rare et n'est qu'une réponse à l'attitude grossière des États-Unis à l'égard de leurs responsabilités dans le maintien de la sécurité mondiale.

De son côté, le premier vice-président du Comité du Conseil de la Fédération pour les affaires internationales Sergey Kislyak a déclaré : « L'article sur la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires de la loi fédérale de l'an 2000 a été abrogé. Les autres dispositions de la loi qui concernent la mise en œuvre du traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la participation de la Fédération de Russie à celui-ci, restent inchangées ». Le sénateur a souligné que le TICE est un instrument important dans le domaine du contrôle des armements et de la non-prolifération des armes nucléaires. « C'est ainsi que notre pays a considéré ce traité pendant toutes ces années, en demandant l'adhésion de tous les États à ce dernier. La révocation de la ratification n'empêche pas la poursuite d'une approche constructive. La Russie reste un État signataire avec tous les droits et responsabilités que cela implique ».

La Fédération de Russie, de même que les États-Unis d'Amérique, a signé le Traité, le 24 septembre 1996, en comptant, comme le reste de l'humanité, que le TICE deviendrait un instrument juridique international



majeur interdisant tout type d'essais nucléaires et mettrait fin, à tout jamais, au danger de l'apocalypse nucléaire qui a plané sur le monde durant la guerre froide.

Toutefois, un accord étatique international n'est considéré comme valide et entre en vigueur qu'à la ratification par les pays-signataires, sans quoi il n'a pas plus de valeur juridique qu'une simple « lettre d'intentions » qui n'en a aucune. Moscou ratifie son engagement, le 30 juin 2000 ; Washington ne l'a jamais fait. Ainsi, la politique classique des doubles standards des États-Unis et l'irresponsabilité chronique face aux questions de la sécurité internationale a détruit le sens même de l'existence du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Vingt-sept ans passés, il n'est toujours pas entré en vigueur et avec les représailles en forme de retrait actuel de la ratification par la Russie, première puissance nucléaire - le Traité peut être considéré comme mort et enterré.

Une telle attitude arrogante de l'État américain est fondée, avant tout, sur la croyance d'être une nation supérieure élue par Dieu pour gouverner le monde à tout jamais - les lois sont écrites pour les nations inférieures. Croyance, qui est aussi profonde que l'ignorance non seulement de l'histoire peu enviable de tous les empires du passé, mais également de sa propre histoire. L'ignorance qui lui fait oublier l'humilité pouvant rappeler la réalité historique : les seules capacités et aptitudes possédées par les États-Unis d'Amérique ont été, cela fait seulement 200 ans, de faire pousser le coton par des esclaves et de perpétrer les massacres à grande échelle des populations indigènes du continent, afin de voler leurs terres et ressources. Malgré la propagande menée par le

pouvoir « atlantiste » via les médias mainstream occidentaux accusant la Russie de casser l'architecture de la sécurité nucléaire mondiale, la réalité est bien différente de leur narratif : l'initiative russe n'est qu'une réponse mesurée et logique à la stratégie belliqueuse américaine de longue date concernant les armements nucléaires.

La non-ratification du TICE par les États-Unis, signée en 1996, n'est nullement la seule initiative américaine, afin de maintenir le monde dans la tension du danger permanent d'une guerre nucléaire. Washington est déjà l'auteur du retrait, en juin 2002, du traité ABM sur la limitation des systèmes de défense contre les missiles balistiques ; du retrait, en mai 2018, de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien ; du retrait, en août 2019, du traité INF sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire, ainsi que du retrait, en mai 2020, du traité « Ciel ouvert » sur la vérification des mouvements militaires et de la limitation des armements.

Ce n'est pas depuis le début de la guerre en Ukraine, mais depuis plus de 20 ans que les États-Unis d'Amérique mènent une politique du désengagement vis-à-vis des obligations internationales prises auparavant : le retrait unilatéral de l'intégralité des accords internationaux clés sur le contrôle des armements nucléaires, hormis celui sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé en 1968, et celui de Start-II.

En constatant cela, la Fédération de Russie est en train de prendre des mesures vis-à-vis de sa force de dissuasion nucléaire qui est considérée, à juste titre, comme un élément suffisant pour assurer la mission qui est la sienne : dissuader les adversaires d'engager leurs forces armées dans une confrontation directe avec la Russie, ce qui, selon la doctrine militaire russe en vigueur, mènerait directement à des frappes nucléaires de représailles des cibles stratégiques ennemies. Parmi les pays disposant d'armes nucléaires, les États-Unis d'Amérique sont en tête de ceux qui n'ont

jamais ratifié leur engagement auprès du TICE. Plusieurs autres pays disposant de l'arme nucléaire n'ont pas ratifié le Traité, voir ne l'ont jamais signé : Israël, la Corée du Nord, la Chine, le Pakistan et l'Inde. Mais c'est bien aux États-Unis que s'adresse le message de la nouvelle disposition de la Russie vis-à-vis des essais nucléaires. Les États-Unis, de plus en plus agressifs sur la scène internationale en vue de l'effondrement imminent de leur domination politico-militaire mondiale qui est dû à l'anéantissement progressif inéluctable engagé de la domination monétaire américaine et du système des pétrodollars instauré en 1979.

Dans le cadre de la lutte des États-Unis pour sa survie en tant que puissance dominante, l'intensification de leurs hostilités vis-à-vis du reste du monde et la création de nouveaux foyers de conflits armés ne vont que s'accroître au degré proportionnel de la diminution de leur suprématie.

Ainsi, les déclarations de Moscou stipulant que les nouveaux essais d'armes nucléaires n'auront lieu du côté russe qu'à l'accroissement des hostilités occidentales envers la Russie, dont les éventuels essais nucléaires par les Américains, ne peuvent être considérées autrement que par la mise en demeure avant le début des essais des nouvelles armes nucléaires révolutionnaires en possession des forces armées de la Fédération de Russie.

Un nouvel équilibre géostratégique, dorénavant inévitable, est en train d'être instauré. L'équilibre qui ne sera plus basé sur les accords, les traités et les partenariats entre la Russie et l'Occident collectif, mais sur la parité militaire rajustée en flux tendu entre les parties.

**Oleg Nesterenko**  
Président du CCIE ([www.c-cie.eu](http://www.c-cie.eu))  
(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)





La Direction Générale informe son aimable clientèle que les prix de ses produits restent inchangés sur toute l'étendue du territoire national

## Nos Produits



REPUBLIQUE DU NIGER

MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE

PROJET REDYNAMISATION DE LA CHAÎNE DE VALEUR RIZ AU NIGER (RCVRN)  
PROMOTION DU RIZ LOCAL



Riz 33/50kg



Riz 33/25kg



Marsa 5kg



Riz 32/25kg



Riz 32/50kg



Rahusa 5kg



Brisure 25kg



Brisure 50kg



Sémoule 5kg



Sémoule 18kg



Le riz local est un riz frais qui garantit toute sa valeur nutritive,  
un riz sans produits chimiques.  
Consommer le riz local, c'est consommer un riz produit par des nigériens,  
transformé par des nigériens pour que les « Nigériens Nourrissent les Nigériens ».

Siège Social, BP : 476 Niamey - Niger  
Tel : (00227) 20 31 55 23 - Fax : (00227) 20 31 53 04  
E-mail : rizduniger@yahoo.fr